

# L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES  
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que  
les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident  
à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

Montréal, 20 juin 1937  
PREMIÈRE ANNÉE, No 18

## La doctrine de l'Église

### Dieu, l'homme, la famille

par Mgr Louis-Adolphe PÂQUET

Après avoir exposé les erreurs fondamentales du communisme athée et les moyens d'action par lesquels les fauteurs de ce système monstrueux travaillent à le répandre, Sa Sainteté Pie XI, dans sa magistrale encyclique *Divini Redemptoris*, remet sous les yeux de l'univers les notions essentielles et nécessaires de Dieu, de l'homme, de la famille, notions impudemment rejetées ou odieusement travesties.



Placé sur les sommets de l'éternité, l'Être divin domine, de toute la hauteur de ses mystérieuses perfections, la multitude des choses créées.

L'universelle création, si variée en ce qui la compose, proclame par mille voix diverses l'existence d'un Dieu infiniment sage, souverainement puissant, incomparablement supérieur à tout ce que nous voyons.

Ce n'est pas là seulement un dogme de la foi, c'est une donnée de la raison que tout le monde civilisé admet comme hors de conteste. D'un côté, les théologiens les plus illustres; de l'autre, les savants les plus éclairés, les philosophes les plus en mesure de remonter scientifiquement des effets aux causes: tous s'inclinent avec respect devant ce que le Pape appelle « la réalité suprême de Dieu ».

Et cette réalité, par les traits caractéristiques dont elle est marquée, par sa nécessité absolue, par ses attributs insondables, s'élève tellement au-dessus des autres êtres même les plus parfaits que l'on s'étonne que des hommes, pourtant doués d'intelligence, puissent la confondre avec les simples forces matérielles.

Matérialisme aveugle et abject!

Il éteint dans l'âme des peuples toute croyance religieuse. Il ferme les temples édifiés par le sens spirituel et le génie des siècles. Il s'applique, avec l'énergie la plus obstinée et la plus brutale, à effacer jusqu'aux moindres vestiges de la civilisation chrétienne.

C'est en prenant pour base, comme le fait Pie XI, l'affirmation d'un Dieu unique, personnel, créateur des hommes et des mondes, dont la Providence règle le sort des individus et des empires, c'est sur ce fondement d'une vérité première indispensable, que tout postule, qu'il faut reconstruire, là où elle a été démolie, l'œuvre de « la Cité humaine ».



L'homme, dans cette cité, n'est certes pas ce qu'ose prétendre la secte communiste: un produit, un aboutissement du perfectionnement progressif de la matière.

On fait, il est vrai, à l'évolution transformiste, dans le domaine des êtres inférieurs, l'honneur de concessions dont se targuent bruyamment certaines écoles modernes. Mais il est des barrières qu'aucune école philosophique ne saurait renverser. Et, lorsque les évolutionnistes cherchent à envelopper dans le réseau de leurs théories l'être humain lui-même, notre devoir impérieux est de leur crier: Halte-là! Par son âme spirituelle, immortelle, et par son corps dont les dispositions propres doivent forcément s'adapter aux exigences spécifiques de cette âme qui en est la forme, l'homme diffère essentiellement de toute la nature matérielle. Il constitue, dans la création, un règne à part.

Doué de l'insigne faculté d'être libre et responsable, il échappe par là même, — et c'est sa noblesse, — à la loi mécanique du déterminisme. Il peut mériter. De l'ordre de la nature, il a été élevé par Dieu à celui de la grâce. Et par la porte de cet état surnaturel, orné des dons inhérents à la grâce sanctifiante, il est entré dans la famille divine elle-même; il est devenu le fils adoptif de Dieu, ce qui lui confère un titre certain à l'héritage céleste.

Souveraine pour la personne humaine, cette fin bienheureuse entraîne logiquement le droit aux moyens d'y parvenir: moyens dictés par la condition de créature vivant sur la terre où l'association est une force, où le travail réglé et rémunérateur est un besoin, où la propriété privée répond aux vues et aux dispositions de la Providence et se prête à de multiples usages naturels et surnaturels.

Cette propriété dont la légitimité morale et juridique est affirmée, revendiquée par les Papes, et qui revêt un double aspect, l'un individuel, l'autre social, est en proie, nous le savons, aux assauts ravisseurs et destructeurs du communisme. Il importe donc, et plus que jamais, d'en maintenir le principe et d'en préconiser les avantages avec la plus persévérante fermeté.

L'une des raisons principales où s'appuie son droit, c'est qu'elle est faite pour assurer le bien et la prospérité de la famille.



D'après la saine doctrine, le mariage est d'institution divine (encycl. *Casti connubii*). Les liens qu'il crée, soit entre les conjoints eux-mêmes, soit entre les parents et les enfants nés de leur union, sont sacrés. Et ce n'est que par une aberration funeste, par une étrange et incroyable déformation des instincts les plus profonds de la nature, issus du Créateur, que le communisme va jusqu'à bouleverser totalement les lois essentielles et constitutives de la famille pour faire de l'alliance matrimoniale, aux mains de l'État, un simple assemblage conventionnel et une sorte d'organisme économique.

La pensée chrétienne repousse avec horreur ce système où la femme est avilie, soustraite au soin du foyer et des enfants, jetée, sans souci de son sexe et de ses intérêts les plus nobles, en toute sorte de travaux extérieurs qui la détournent fatalement de sa mission primordiale et éducatrice.

Répetons ici ce que la philosophie sociale considère comme un indiscutable axiome.

L'enfant n'appartient pas à la collectivité, mais aux parents qui l'ont engendré; et c'est d'eux d'abord et de l'école choisie par eux et où la famille en quelque sorte se prolonge, que relève l'œuvre si importante de l'éducation (voir l'encycl. *Divini illius Magistri*).

Ce sont là, assurément, des vérités bien connues, élémentaires même, mais que le parti pris, l'aveuglement, la passion, s'emploient à couvrir des plus épaisses ténèbres. Force nous est de les rappeler à l'attention trop souvent distraite du public, en faisant écho à la parole si lumineuse et si opportune de Notre Saint-Père le Pape Pie XI.

## Faire connaître le communisme

Déclaration de S. Exc. Mgr Courchesne

Même si nous avons de bonnes raisons d'espérer que nos fidèles sont peu accessibles à une doctrine qui nie l'existence de Dieu, ravale l'homme au niveau de la bête en niant la spiritualité de l'âme et en abolissant les liens sacrés du mariage, et qui ameuté les classes les unes contre les autres, il nous faut donner notre attention à l'enseignement du Souverain Pontife, afin que nos catholiques participent aux soucis du Père commun, se tiennent en grâce devant Dieu et s'emploient à prier et à réparer pour les membres de notre humanité qu'atteint la lutte contre Dieu, contre la dignité de la personne humaine, contre la sainteté du mariage et contre le droit de la propriété légitime.

Des laïques bien intentionnés ont émis cette boutade, qu'à force de parler du communisme, la contagion s'en répandrait. Mais il faut avoir plutôt confiance au bon sens de nos fidèles. Des anormaux prennent l'idée fixe du meurtre à en lire des récits dans les feuilles où suinte le « jaunisme ». Vos auditeurs n'ont pas de ces tares mentales. Et puis vos exposés, appuyés sur ceux du Souverain Pontife, n'ont rien qui doive vous donner la crainte d'éveiller l'attrait du mal que vous dénoncez à sa suite. Comptez plutôt sur la bénédiction divine qui s'attache à vos paroles quand elles transmettent un message du Vicaire de Celui qui a dit: « Je suis la lumière du monde. Celui qui marche avec moi ne marche pas dans les ténèbres, mais il aura la lumière de la vie. »

(Extrait d'une Circulaire au clergé de Rimouski)

## Semaine sociale de Saint-Hyacinthe

Un sujet d'actualité

Les Semaines sociales du Canada tiendront cette année leur session annuelle à Saint-Hyacinthe, du 18 au 23 juillet. Ce sera la quinzième. Elle traitera de la coopération.

Le sujet est important. Il s'impose par son caractère même et les circonstances que nous traversons. La coopération économique apporte au consommateur, en particulier dans les classes laborieuses, une solution au problème de la vie chère, une amélioration par conséquent du sort des multitudes, un redressement de leur situation matérielle et morale. N'est-ce pas, en ces temps de crise où la misère est si mauvaise conseillère, un sujet de bienfaisante actualité?

Des quatre coins du pays, de toutes les régions surtout de notre province, hommes publics et hommes d'œuvres, économistes, membres du clergé, devraient accourir nombreux à cette haute école de savoir et d'expérience, ouverte pour leur bénéfice durant une semaine? Ils y rencontreront des sociologues et des praticiens désireux de les renseigner. Aux bienfaits des cours viendront s'ajouter les discussions, les conversations privées, les liens qu'on noue, l'abondante documentation offerte.

Plusieurs diocèses, institutions, groupements professionnels et sociaux ont la louable habitude d'envoyer des délégués officiels à la Semaine sociale. Nous souhaitons que cette excellente pratique se généralise.

## L'aide des communistes aux unions internationales

Directives de Tim Buck

Le Comité central du Parti communiste canadien a tenu à Toronto sa deuxième session les 6, 7 et 8 juin dernier. Le principal discours fut prononcé par Tim Buck à la séance de clôture. Il insista sur la nécessité de fortifier le mouvement unioniste, de faire entrer le plus grand nombre d'ouvriers possible dans les unions. Pas dans les syndicats catholiques, évidemment, ni d'ailleurs dans les unions nationales, mais dans les unions internationales, affiliées au Conseil des Métiers et du Travail, celles surtout qui dépendent du C. I. O. C'est le noyautage, la tactique qui a si bien réussi en France.

Comment ne pas s'étonner, devant de telles manœuvres, que des gens bien pensants, des amis de l'ordre, regardent sans inquiétude le développement des unions internationales, les favorisent même au détriment des syndicats catholiques!

## L'atelier syndical fermé

On a mis dernièrement en doute la moralité de l'atelier fermé. Cette pratique, selon quelques-uns, serait illégitime et condamnable en saine morale.

Ce n'est pas ce que pense le sociologue catholique réputé des États-Unis, Mgr Ryan, professeur à l'Université catholique d'Amérique. Dans un article de la *Catholic Encyclopedia*, il écrit: « L'atelier syndical fermé, lorsqu'il est nécessaire pour obtenir des conditions raisonnables de travail, n'est pas immoral. Il n'y a rien en lui contre l'ouvrier non syndiqué ou contre l'employeur. Ni l'un ni l'autre, en effet, ne se trouvent dépouillés de leur droit de faire des contrats ou de gagner leur vie dans des conditions raisonnables. Il est raisonnable

que l'ouvrier non syndiqué se conforme à la condition sans laquelle la masse des ouvriers ne pourra obtenir justice et il ne serait pas raisonnable qu'il voulût travailler comme non-syndiqué quand pareille action tend à créer une situation injuste pour tous. »

L'atelier syndical fermé, en effet, ne prive pas l'ouvrier, comme quelques-uns le prétendent, de son droit naturel au travail; c'est le droit de travailler à tel endroit, dans telles conditions précises, qui lui est refusé, et ceci peut être juste si le bien commun l'exige.

Mgr Desranleau, homme de principes sûrs, enseigne la même doctrine à la Semaine sociale de Québec, en 1921.

## L'ordre corporatif dans la province de Québec

Suivant la formule préconisée à la Semaine sociale des Trois-Rivières et qu'adoptent un nombre croissant d'esprits bien pensants, le corps agronomique de la province de Québec vient de jeter les bases d'une corporation d'agronomes. Nous comptons donner bientôt quelques notes sur cette corporation et deux ou trois autres déjà établies ou en train de se constituer. Nous publierons aussi une déclaration du chef du parti libéral provincial, M. Adélar Godbout, sur le corporatisme.

# La réalité suprême: Dieu

## Une Somme catholique contre les Sans-Dieu

Il existe plusieurs ouvrages de valeur consacrés à l'existence de Dieu et à la nécessité de la religion. Aucun ne répond aux besoins actuels et aux exigences de la science moderne comme le remarquable volume publié l'an dernier par un groupe de professeurs de la Compagnie de Jésus, sous la direction du R. P. Kologrivof, S. J. Cet ouvrage remarquable est intitulé: *Essai d'une Somme catholique contre les Sans-Dieu*.

Voici le bref aperçu qu'en donne le P. Kologrivof lui-même:

« On connaît la lutte haineuse que mène le Bolchevisme contre la religion, surtout contre le Christianisme. Ses prosélytes, voulant à tout prix s'emparer de la personne humaine et la réduire à n'être plus qu'un instrument docile entre leurs mains, comprennent fort bien que pour atteindre ce but, il leur faut avant tout extirper la foi en Dieu. Un des moyens employés sera donc de révéler aux naïfs et aux profanes, « documents en mains », que « le développement de la science moderne a démontré définitivement la non-existence de Dieu », et, partant, l'absurdité de toute religion, « vestige abject du capitalisme dans la conscience humaine ». C'est à quoi tendent les différents cours, prétendus scientifiques, qui sont organisés dans nos grands centres, les divers livres et manuels qui promettent d'éclairer les problèmes de la vie « à la lueur du Marxisme ».

« L'Essai d'une Somme contre les Sans-Dieu, comme son titre l'indique, a été entrepris pour servir de contre-poison à ces influences. Ce n'est qu'un *Essai*, un premier essai, mais qui affirme résolument, à l'encontre de toute propagande « sans-dieuiste » et marxiste, que le rapport de l'homme avec le monde est normalement, c'est-à-dire essentiellement, un rapport religieux; que l'athéisme, « la négation prolétarienne » de toute religion et de toute manifestation religieuse, n'est que le reliquat d'un régime d'exploitation matérielle et spirituelle de l'homme par l'homme.

« Plaçant au point de départ l'exposé du problème de l'existence de Dieu et de la question de l'athéisme qui lui est connexe, la *Somme* donne un aperçu sur l'origine et l'organisation du monde au regard de la science et de la foi. Par l'examen des différentes questions, telles que l'origine de la vie, l'homme, son âme spirituelle, la religion, l'existence du Christ et les origines du Christianisme, l'Église et son rôle dans le progrès politique et social, elle se propose un but précis: mettre entre les mains des prêtres, des directeurs d'œuvres et d'autres encore, qui sont en contact journalier avec des âmes déjà intoxiquées par les doctrines communistes et athées, ou menacées de l'être, un recueil simple et clair, en même temps que scientifique, exposant et jugeant les problèmes tels qu'ils se posent, à la lumière des dernières données de la science et de la foi.

« Les auteurs de la *Somme* sont tout à la fois savants, spécialistes et prêtres. N'est-ce pas finalement la meilleure preuve, la preuve concrète, vivante, que la foi ne contredit pas la vraie science et que c'est dans la mesure où celle-ci se laisse guider par celle-là, qu'elle approche de la Vérité? »

L'Essai d'une Somme catholique contre les Sans-Dieu, fort volume de 558 pages, publié par les Éditions Spes, ne se vend que 15 francs.

## Souscription communiste

Le *Daily Clarion*, le journal quotidien communiste de Toronto, a lancé voici quelques mois une nouvelle souscription de \$14,000. Le 22 mai, la somme de \$14,270.32 avait été recueillie. La part de chaque région se distribue ainsi (le pourcentage répond aux effectifs communistes):

Provinces maritimes. . . . .	\$ 329.25	164.6%
Manitoba. . . . .	1,890.08	135.0%
Ontario-Sud. . . . .	6,068.56	121.2%
Alberta. . . . .	1,349.11	89.9%
Ontario-Ouest. . . . .	1,138.92	87.4%
Québec. . . . .	873.00	72.7%
Ontario-Nord. . . . .	986.80	70.5%
Colombie canadienne. . . . .	908.75	64.9%
Ontario-Centre. . . . .	474.75	59.2%
Saskatchewan. . . . .	253.10	50.6%
	\$14,272.32	102.0%

## FACE A FACE

### Les deux doctrines

1.—Le communisme nie l'existence de Dieu. Il veut faire disparaître son culte de la surface de la terre.

2.—Le communisme rejette la Providence: pour lui tous les événements de l'histoire relèvent de causes économiques.

3.—Le communisme n'admet pas la religion. Elle est « une invention des exploités... et l'opium du peuple », a dit Lénine.

4.—Le communisme hait surtout la religion catholique, parce qu'il sent en elle son principal adversaire dans sa lutte pour asservir l'homme.

5.—Le communisme définit l'homme « un animal technique ».

6.—Le communisme nie l'existence de l'âme et explique tout par une matière plus ou moins raffinée.

7.—Le communisme prêche la haine des classes et reconnaît comme « moral tout ce qui est utile au Parti ».

8.—Le communisme appelle la famille « un foyer de putréfaction bourgeoise » et le mariage « une institution absurde et immorale ».

9.—Le communisme rejette la propriété privée et condamne l'amour de la patrie.

1.—Le catholicisme affirme que Dieu existe et qu'on ne pourra jamais déraciner cette croyance du cœur de l'homme.

2.—Le catholicisme professe qu'il existe une Providence qui conduit tout à sa fin « avec nombre, poids et mesure ».

3.—Le catholicisme enseigne que Jésus-Christ est vraiment Dieu, qu'il s'est fait homme et a fondé l'Église catholique.

4.—Le catholicisme proclame que les hommes sont les frères de Jésus-Christ, qui les a « rendus participants de la nature divine ».

5.—Le catholicisme atteste que l'homme est doué d'une âme spirituelle et immortelle.

6.—Le catholicisme affirme la dignité de la personne humaine qui dépasse l'ordre temporel.

7.—Le catholicisme proclame que la seule égalité possible sur cette terre, c'est l'égalité dans le Christ Jésus.

8.—Le catholicisme déclare que la famille est une société naturelle voulue de Dieu, et que ses droits sont antérieurs à ceux de l'État.

9.—Le catholicisme démontre que la propriété privée est un droit naturel et doit être regardée comme inviolable.

## Enseignement de l'Église sur l'homme et la famille

Après avoir rappelé les vérités à tenir sur Dieu (n° 26), Pie XI indique celles qu'il faut professer sur l'homme et la famille (nos 27 et 28). Mais il ne s'y arrête pas longuement. Il nous renvoie à deux de ses plus importantes encycliques qui traitent à fond ces sujets: l'encyclique sur l'Éducation chrétienne, *Divini illius Magistri* (31 décembre 1929), et l'encyclique sur le mariage chrétien, *Casti connubii* (31 décembre 1930).

L'École Sociale Populaire a publié le texte du premier de ces documents (nos 194-195) et un commentaire du second (n° 212) fait par le R. P. Adélar Dugré, S. J.

On lira avec fruit sur l'éducation: les livres du R. P. Plus, S. J., *le Problème de*

*l'Éducation* (Spes, 126 p.), et de Mgr Delabar, *l'Éducation à l'école de Pie XI* (Spes, 220 p.); sur le mariage: les excellentes publications de l'Association du Mariage chrétien, entre autres *le Mariage d'après l'encyclique « Casti connubii »* (texte, plans d'études, bibliographie, 353 p., 15 fr.). Nous recommandons aussi les nombreux ouvrages du R. P. Charmot, S. J., les trois volumes d'instructions de S. Ém. le cardinal Villeneuve (Préparation, Fondement, Empêchements), plusieurs tracts de l'École Sociale Populaire (envoi du catalogue sur demande), le substantiel *Bulletin des Ligues du Sacré-Cœur* (35 sous l'abonnement), consacré cette année au mariage, la revue *Familia* etc.

## Lendemain de congrès des Jeunesses canadiennes

### Activités communistes

Les communistes ne perdent pas leur temps. Ils savent exploiter sans tarder les occasions favorables.

Ainsi le Congrès des Jeunesses canadiennes (22-24 mai) était à peine terminé que, profitant de la présence à Montréal de bon nombre de ses membres, la Ligue de la Jeunesse communiste du Canada tenait aussitôt son congrès annuel.

Il y fut fortement question de la propagande dans les milieux canadiens-français. « Jamais, proclamèrent les orateurs, l'occasion n'a été aussi propice pour amener la jeunesse canadienne-française à prendre part à notre mouvement progressiste. Il faut se réjouir du succès obtenu par le dernier Congrès. Mais ce serait une erreur de s'en tenir là. Nous n'avons atteint que de petits groupes. Il nous faut essayer maintenant de gagner les fortes organisations canadiennes-françaises restées à l'écart. »

Un des moyens suggérés fut de faire entrer des groupes canadiens-français dans le *Montreal Youth Council*, l'organe local et permanent du Congrès; un autre d'entreprendre aussitôt une campagne pour la paix qui se terminerait par une grande manifestation le 10 novembre.

Comme conclusion, le programme suivant a été tracé aux membres de la Ligue dans la province de Québec:

« 1° Lancer une vaste campagne de propagande dans le but d'accroître la popularité que s'est déjà acquise la Ligue par suite de son travail pendant le Congrès de la Jeunesse, et aussi dans le but d'établir une forte organisation;

« 2° Participer d'une manière active au mouvement progressif des unions ouvrières;

« 3° Travailler à amplifier le mouvement en faveur de l'Espagne par la création d'un Comité de Jeunesse, nombreux et représentatif, destiné à secourir la démocratie espagnole, et par la diffusion de publications qui invitent la jeunesse catholique à venir en aide à la jeunesse catholique d'Espagne;

« 4° Prendre part au mouvement qui veut redonner aux chômeurs célibataires leur droit au secours direct et accorder aux filles et aux jeunes gens sans travail des allocations plus fortes;

« 5° Établir dans la Ligue des sports, des cercles d'étude, des réunions dramatiques; s'appliquer à l'éducation socialiste;

« 6° Commencer à préparer les fêtes qui devront marquer le centenaire de Papineau en décembre prochain, afin de ranimer dans Québec les grandes traditions de Papineau. »

L'article 5 de ce programme a déjà reçu un commencement d'exécution. La Ligue de la Jeunesse communiste vient d'ouvrir dans le nord de la ville de Montréal, sur la rue Saint-Laurent, le *Centre de la Jeunesse nouvelle* (*New Youth Center*), un club où les jeunes, sans distinction de race et de religion, sont invités à se rencontrer et à se récréer. Ils y trouvent une salle de lecture fournie de livres et de revues destinés à faire leur éducation socialiste. Une campagne de souscription a été lancée pour doter le club de nouveaux agréments. Cette campagne a comme président honoraire Stanley Ryerson, alias Roger, secrétaire du parti communiste de la province de Québec; comme secrétaire honoraire et trésorier: Évariste Dubé et Fred Rose, deux anciens candidats communistes.

## Oui, Dieu existe

### Cinq preuves

Dieu a manifesté ses merveilles invisibles par les beautés visibles du monde créé; c'est là, dans ce monde, que saint Thomas d'Aquin va chercher ses cinq magnifiques preuves de l'existence de Dieu. Notre intelligence est foncièrement adaptée à l'élaboration de ces preuves qui sont extrêmement scientifiques, mais, en même temps, absolument simples.

Admettez-vous que dans l'univers au milieu duquel nous vivons il se produit du changement dans les choses? Un être n'était pas et voici qu'il apparaît. Cette pierre est au repos, elle est mise en mouvement. La cause de ce mouvement, la trouvez-vous dans la pierre elle-même? — Remarquez ce même phénomène du « devenir » à propos de la lumière, de la chaleur, à propos du travail de mon intelligence, de ma volonté, etc. En s'appuyant sur cette manifestation du devenir, saint Thomas monte à l'existence d'un premier moteur immobile qui doit nécessairement exclure tout devenir. — Première preuve.

Ce devenir, ou si vous voulez cette nouvelle manière d'être dans une chose, doit être considéré maintenant non plus en relation avec le moteur qui lui a permis de passer à l'existence, mais en relation avec cette existence même, et le grand Docteur dira qu'il nous faut nécessairement admettre un premier être, cause première de tous les autres êtres venant à l'existence. — Deuxième preuve.

De plus, ces êtres soumis au mouvement et arrivant à l'existence, vous les voyez naître, s'épanouir et mourir; donc, ils sont contingents, c'est-à-dire qu'ils peuvent être ou ne pas être. Saint Thomas va conclure de là qu'un premier être nécessaire est requis pour expliquer la contingence. — Troisième preuve.

Dans ces êtres contingents, vous remarquez la multiplicité, la composition, l'imperfection. Ce devenir, multiple, composé et imparfait, doit nécessairement supposer une cause unique absolument simple et absolument parfaite. — Quatrième preuve.

Enfin, vous constatez dans l'univers un ordre admirable, une multiplicité ordonnée et vous devez admettre avec saint Thomas un ordonnateur suprême, un architecte tout-puissant. — Cinquième preuve.

Donc le contingent, c'est-à-dire ce qui peut exister, demande un être nécessaire (troisième preuve); le mouvement, qui est la manifestation la plus sensible de la contingence, exige un moteur immobile (première preuve); l'être causé exige l'être non causé (deuxième preuve); le multiple suppose l'un, le composé suppose le simple, et l'imparfait le parfait (quatrième preuve); une multiplicité ordonnée exige une intelligence ordonnatrice (cinquième preuve).

D'où:

l'être nécessaire,  
premier moteur,  
première cause,  
absolument un, simple, parfait,  
suprême ordonnateur,

est l'être qui répond à l'idée qu'éveille en nous le mot Dieu.

Nous allons expliquer brièvement chacune de ces preuves, et permettre à notre intelligence de prendre un contact plus profond avec cette vérité de l'existence de Dieu.

Ces lignes constituent le deuxième chapitre de l'excellente brochure d'apologétique populaire (40 pages, 15 sous) que le R. P. Gustave Sauvé, O. M. I., a publiée sous le titre: *Oui, Dieu existe, aux éditions de l'Université d'Ottawa*.

## L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bi-mensuel  
de doctrine et d'action sociale  
publié par

LES SEMAINES SOCIALES  
et l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction: 1961, rue Rachel Est  
Administration: 4260, rue de Bordeaux  
MONTRÉAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

# L'Espagne dans les chaînes

## La république espagnole de février à juillet 1936

Par GIL ROBLES

Gil Robles est né en 1898, à Salamanque, où son père était professeur de droit. Après ses études chez les Salésiens, il entre à l'université de sa ville natale et y conquiert la première place. Trois ans plus tard il est nommé professeur de droit à l'Université de la Laguna, mais il quitte bientôt sa chaire pour se livrer à l'exercice de sa profession et à la politique.

Son premier article nous a exposé la lutte que soutint l'Action populaire de 1931 à 1936 pour sauver la vraie démocratie dans la république espagnole. Le deuxième nous montre les manœuvres victorieuses des éléments révolutionnaires.

On a soutenu, en Espagne et ailleurs, que les Gauches avaient remporté une victoire légitime, aux élections de février 1936; et même des gens de droite ont admis le fait comme incontestable.

C'est ce point qu'il faut examiner avec calme et attention.

Même en acceptant les chiffres officiels publiés par le Comité central du Cens (*Junta Central del Censo*), bureau dont la fonction consiste à recueillir des informations aussi exactes que possible sur les statistiques électorales, la coalition antimarxiste obtint en Espagne à peu près 250,000 votes de plus que le Front populaire. Comment, alors, expliquer la composition de la Chambre législative?

### Fraude électorale

Plusieurs causes contribuèrent à falsifier le résultat des élections de 1936, jusqu'au point de transformer en victoire de Gauche des chiffres favorables aux candidats de Droite.

En premier lieu, les Gauches tirèrent avantage de la loi électorale alors en vigueur en Espagne. Cette loi, qu'on pourrait appeler, en termes de science politique, système de majorité électorale (*prima a la mayoría*), était faite dans le but de favoriser les candidats des partis extrêmes.

Et c'est ce qui arriva en fait. La loi permettait de diviser l'Espagne en circonscriptions électorales très inégales. Ainsi, par exemple, pendant que le district d'Alava élisait 2 députés, celui de Saria 3, celui d'Avila 5, celui de Madrid en élisait 19, celui de Barcelone 22 et celui des Asturies 18. Dans chaque district, chaque votant ne pouvait pas voter pour tous les candidats; le but de cet arrangement était de permettre aux minorités de toujours obtenir de cette façon quelques sièges. Dans les grandes villes, où la population ouvrière pouvait assurer avec certitude absolue une victoire de gauche, les sièges réservés à la minorité étaient proportionnellement très peu nombreux. D'un autre côté, dans ces districts où les Droites étaient en majorité, il y avait comparativement beaucoup de sièges réservés aux minorités.

Un exemple fera mieux comprendre. Madrid, qui était reconnu comme une circonscription de gauche, élisait 15 députés pour la majorité et 4 pour la minorité. Salamanque, 5 pour la majorité et 2 pour la minorité. Aux élections de février, les Gauches obtinrent à Madrid 35,000 votes de plus que les Droites. A Salamanque, les Droites obtinrent 70,000 votes de plus que les Gauches. A Madrid, cette majorité de 35,000 votes n'assura aux Droites que 3 députés. La même chose arriva à Badajoz, Jaen, Licante, Murcie et Cordoue (districts de gauche), comparativement à Ségovie, Avila, Soria, Alava, Léon, Zamora, Teruel, Ciudad Real, Cacérès, Castellon, Navarre, etc. (districts de droite). Cette injustice initiale donna lieu à une prépondérance de la gauche qui ne correspondait aucunement aux votes obtenus à l'élection.

### Recours à la violence

Comme si ce n'était pas assez, les Gauches, protégées par le président du Conseil, M. Portela, un maçon, commirent dans plusieurs provinces les atrocités les plus odieuses. A Lugo on emprisonna les candidats et les chefs de la droite, et le gouverneur civil réquisitionna toutes les automobiles appartenant aux citoyens reconnus comme conservateurs, afin de permettre aux éléments de gauche de s'emparer des scrutins de vote de chaque collège électoral. Dans le district de Pontevedra, les agents du gouvernement saisirent de force les scrutins de 230 divisions électorales dans les régions de Tuy, Lalin, l'Estrada, etc., et les falsifièrent de façon à amener le triomphe des Gauches et du président du Conseil, qui avait été défait aux Cortès précédentes. Dans le district de Coruna, on enferma les candidats de droite dans les bureaux du gouvernement civil et on les obligea à signer un acte par lequel ils laissaient entendre qu'ils avaient été battus. On menaça de la pointe du revolver un des candidats, M. O'Shea, jusqu'à ce qu'il eût signé. A

Cacérès, la police du gouvernement saisit des scrutins de vote et les falsifia au désavantage des Droites.

Même en usant de pareilles méthodes, le Front populaire arriva aux Cortès avec une faible majorité. Pour l'augmenter, les Cortès annulèrent les élections, tout à fait ou en partie, dans les districts de Grenade, Cuenca, Salamanque, Burgos, Santander, où la victoire appartenait aux Droites. De cette façon, les Gauches réalisèrent une majorité qui leur permit plus tard de commettre les plus grands abus. Après cette expérience, comment les Droites pouvaient-elles avoir confiance dans la démocratie? En 1934, les Gauches, mécontentes des défaites de l'année précédente, outrepassèrent les limites de la légalité et déclenchèrent une révolution. En 1936, elles violèrent et falsifièrent le résultat du vote, pour s'emparer du pouvoir. A qui la faute si les Droites se sont retirées d'un simulacre de droit qui ne servait qu'à les annihiler?

### Vers la révolution sociale

L'attitude des Droites est justifiée, si on considère que le pouvoir, arraché par des moyens aussi honteux, servit aux Gauches comme instrument de la préparation d'une révolution sociale.

Le premier acte des Gauches fut d'approuver une amnistie qui mit en liberté tous ceux qui avaient été internés pour leur participation à la révolution de 1934. Ces hommes coupables d'incendies, de pillage, d'assassinats, et de toutes sortes d'illégalités, on les gracia, on les glorifia même comme des héros publics.

Les Gauches s'emparèrent immédiatement de la présidence de la république, en destituant injustement M. Alcalá Zamora, sans tenir aucunement compte des services qu'il leur avait rendus dans ce poste éminent.

Il s'ensuivit une persécution implacable contre les soldats et les officiers de droite. Par une loi sanctionnée aux Cortès, juges et magistrats (même ceux de la Cour suprême) qui n'adhèrent pas au Front populaire furent destitués.

Comme si ce n'était pas assez, le gouvernement de gauche encouragea toutes les agitations ouvrières et les grèves, dans le but de ruiner les employeurs, de semer des germes d'anarchie et de préparer ainsi les voies à la révolution sociale.

### Assassinats et incendies

Dans les casernes et les arsenaux on distribua des feuillets invitant les soldats à assassiner leurs commandants. Dans les rues de Logrono, la populace assaillit plus d'un officier et blessa un général. Les soldats tuèrent deux paysans en légitime défense, et la foule, dirigée par le gouverneur, mit le feu, en une après-midi, à sept églises.

A Cadix, à Alicante et à Grenade, les masses de gauche saccagèrent et brûlèrent les églises, les théâtres, les maisons d'affaires et les résidences. Et le gouverneur civil, pendant ce temps, empêcha la milice d'agir.

A Madrid, les communistes brûlèrent trois églises, dont l'une se trouvait à cinquante verges du ministère de l'Intérieur. Le ministre regardait l'incendie de ses appartements et ne voulut pas laisser sortir la milice pour mettre fin au désordre.

Les principaux postes dans plusieurs provinces étaient occupés par d'anciens condamnés politiques, et même par de vulgaires criminels. Tous les jours on entendait parler d'incendies, d'assassinats, de bombes, d'attentats à main armée. J'ai eu moi-même l'occasion de signaler au gouvernement plu-

sieurs centaines d'assassinats, et il ne put en nier un seul. L'Espagne descendait vertigineusement la pente de l'anarchie.

### Triomphe des marxistes

Petit à petit la direction de la politique passait aux mains du socialisme, dont le clan extrémiste subissait profondément l'influence de la Russie et était dirigé par Largo Caballero, que ses partisans ont appelé le Lénine espagnol. Ce phénomène s'explique très simplement.

La conglomération appelée « Front populaire » se composait de partis ouvriers marxistes et de diverses factions du groupe appelé « les républicains de gauche ». Au vrai, ces gens n'avaient pas de programme. Leur idéal, c'était une république laïque et persécutrice de l'Eglise. Leur programme se réduisait à un anticléricalisme démodé. Les Républicains de gauche avaient, pendant les années de la monarchie espagnole, réclamé la suppression des ordres religieux, la sécularisation des cimetières et la reconnaissance du divorce. Ayant obtenu tout cela aux Cortès, ils se trouvèrent désorganisés et dans une grande confusion. Relativement aux problèmes sociaux—le point cardinal de la vie moderne,—ces politiciens n'avaient aucune formule pratique ni même de théorie définie. S'ils ne voulaient pas disparaître, il ne leur restait, puisque les masses étaient alors entraînées dans les sentiers de la lutte des classes, qu'à s'unir aux partis marxistes, dont ils devinrent graduellement, pendant cette période, les serviteurs et les valets.

Quand le Front populaire prit le pouvoir en février 1936, les socialistes et les communistes demandèrent aux républicains de gauche de former à eux seuls le gouvernement. Ainsi, puisqu'ils disposaient de la majorité des votes dans ce soi-disant parlement, ils forçaient les républicains de gauche à gouverner selon leurs désirs. Tout-puissants, les marxistes attendirent le moment opportun, pour obtenir, avec leurs anciens alliés, le contrôle du pouvoir et imposer d'en haut la révolution sociale des masses.

Afin de hâter l'affaiblissement des républicains de gauche et pour entretenir l'esprit révolutionnaire chez les ouvriers et briser la résistance économique des conservateurs, les marxistes entreprirent une série de grèves que rien ne justifiait.

### Tactiques révolutionnaires

Fait à remarquer, ces grèves, en général, n'étaient pas dirigées contre les grandes industries, mais bien contre les petits propriétaires et contre les employeurs dont les moyens semblaient modiques. L'idée était de ruiner ces derniers et de les changer ainsi en prolétaires désespérés, à qui il ne resterait qu'à se joindre à la révolution.

Les organismes du département du Travail (*Jurisdicción de Trabajo*), dominés par les socialistes, approuvèrent des conditions, pour le travail de l'agriculture, tellement scandaleuses et excessives qu'elles laissaient voir des desseins vraiment révolutionnaires. Dans une ville de la province de Malaga, les travailleurs exigèrent jusqu'à trente pesetas par jour pour quatre heures de travail. Dans toutes les provinces, à l'époque des moissons, les marxistes demandèrent des salaires quotidiens qui dépassaient de plus de cinquante pour cent la valeur des produits moissonnés. Les petits fermiers, incapables de payer ces salaires exorbitants, remirent la récolte à leurs garçons de ferme, se résignant à perdre le loyer de la terre, la semence, l'engrais, les taxes et le travail d'un an. Cependant, les travailleurs ne furent pas satisfaits de cela, et le gouverne-

ment exigea que les salaires fussent payés chaque jour. Quand il ne restait plus d'argent ni de crédit au propriétaire, les travailleurs vendaient son troupeau et abattaient ses arbres. Plusieurs fois les propriétaires durent s'enfuir pour chercher refuge ailleurs. C'est à ces extrêmes que la persécution marxiste en arriva. Plusieurs propriétaires fonciers furent assassinés sans que leurs meurtriers fussent arrêtés et encore moins traduits devant les tribunaux.

Cette politique de destruction ne tarda pas à donner ses fruits naturels. Dans les districts ruraux, les réserves économiques s'épuisèrent, les propriétaires s'enfuirent, les récoltes furent abandonnées, le nombre des grévistes augmenta, ce fut la faim dans les foyers, et le désespoir gagna de nouvelles recrues à la révolution. Les chefs socialistes achetèrent des armes et des munitions avec les revenus des cotisations syndicales et les distribuèrent aux ouvriers affamés et exaspérés.

Les républicains de gauche commencèrent à s'alarmer. Ils voulurent arrêter le mal, mais il était trop tard. La meilleure preuve en est la grève de la construction à Madrid. Les exigences des ouvriers furent telles que le gouvernement suggéra un compromis, qui rognait leurs demandes tout en leur reconnaissant des gains immenses. Les employeurs acceptèrent sous la pression du gouvernement. Les ouvriers refusèrent et se mirent à pratiquer plusieurs actes de sabotage. Dans une seule semaine, à Madrid, quatre-vingt-dix bombes éclatèrent dans les édifices en construction.

### Soulèvement légitime

Il n'y avait plus d'issue normale à cette situation. Nous qui, comme députés de droite, continuions à lutter sur le terrain légal, nous ne pouvions réussir désormais à arrêter l'Espagne dans sa course à l'abîme. Les Gauches s'étaient emparées du pouvoir avec le plus grand dédain pour les idées démocratiques, et elles s'en servaient pour conduire le pays vers un régime soviétique.

Demander aux Droites de se tenir encore dans les limites d'une légalité qui ne servait qu'à les écraser, était impossible. La légitimité, et dans l'origine et dans l'exercice du pouvoir, manquait au gouvernement de gauche. Son activité, loin de servir le bien commun, menait la société à la ruine. Obéir à un gouvernement habituellement et si gravement injuste n'était plus un devoir. Les Droites espagnoles se trouvèrent en face d'une situation réunissant toutes les conditions qui, selon la doctrine traditionnelle de la morale politique catholique, justifient la résistance à l'oppression, non seulement passivement, mais activement, par la force armée.

Personne en Espagne n'en doutait. On n'arriverait à une solution que par la force. Moi-même, j'ai entendu des partisans en vue de la faction modérée des socialistes dire que la politique d'anarchie inaugurée en février préparait les voies à un coup militaire.

Tout le monde s'attendait à un soulèvement imminent. Le meurtre de Calvo Sotelo par les émissaires du gouvernement, de ce gouvernement qui, le même jour, tenta de me faire assassiner, fut l'étincelle qui alluma l'indignation nationale.

Ils se trompent ceux qui affirment que le mouvement nationaliste espagnol est un simple soulèvement militaire dans le genre de certains événements du dix-neuvième siècle. L'armée en eut l'initiative et elle demeure le principal instrument de la victoire. Mais derrière elle, sans distinction de régions ni de classes sociales, se dressent tous les Espagnols qui ne se résignent pas à tomber dans les griffes du communisme. C'est le soulèvement de toute une nation, qui, en se sauvant elle-même, sauvera toute la civilisation occidentale.

Dans ce mouvement se sont groupés tous les partis de droite, et ceux qui ont toujours prôné les solutions de force, et ceux de nous qui ont combattu loyalement sur le terrain de la démocratie.

Tous, excepté les catholiques basques, dont la conduite doit être examinée séparément.

(Tous droits réservés)

### PROGRAMME GÉNÉRAL

DIMANCHE 18 JUILLET

8 h. (soir). — Cérémonie religieuse à la cathédrale. Allocutions de S. Exc. Mgr DECELLES, évêque de Saint-Hyacinthe, et de Mgr MOZZONI, secrétaire et chargé d'affaires de la Délégation apostolique au Canada.

LUNDI 19 JUILLET

10 h. — *Déclaration d'ouverture*. — R. P. ARCHAMBAULT, S. J., président des Semaines sociales du Canada.

*L'idée coopérative dans le domaine économique*. — M. l'abbé Lucien BEAUREGARD, professeur de philosophie au Séminaire de Saint-Hyacinthe.

4 h. 30. — *Formes de la coopération économique*. — M. Jean-Baptiste CLOUTIER, chef du Service de la coopération du gouvernement provincial.

8 h. — *La coopération sociale*.

Allocution de M. Victor SYLVESTRE, échevin, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Hyacinthe. Conférence par M. l'abbé Charles-Omer GARANT, professeur au Grand Séminaire de Québec.

Allocution du président d'honneur, M. le juge Henri LEMAY.

MARDI 20 JUILLET

10 h. — *Coopératisme et socialisme*. — M. l'abbé Anselme LONGPRÉ, vicaire à Saint-Aimé.

3 h. — *Un exemple de saine coopération: l'expérience d'Antigonish*. — M. l'abbé J.-L. CHASSON, organisateur des coopératives du diocèse de Chatham.

4 h. 30. — *Le Commonwealth coopératif fédéré (C. C. F.)*. — M. Camille L'HEUREUX, rédacteur au *Droit* d'Ottawa.

8 h. — Veillée religieuse. — Sermon par M. le chanoine HARBOUR, curé à la cathédrale de Montréal.

MERCREDI 21 JUILLET

10 h. — *L'État et les coopératives*. — M. l'abbé Armand MALOIN, aumônier de l'Union catholique des Cultivateurs de Sherbrooke.

3 h. — *La coopérative agricole*. — M. Louis-Philippe ROY, directeur de l'École de Laiterie de Saint-Hyacinthe.

4 h. 30 — *Quelques réalisations à l'étranger*. — M. Paul BOUCHER, secrétaire de la Commission de l'Industrie laitière.

8 h. — *La coopération nationale*.

Allocution de M. T.-A. FONTAINE, M. P., avocat d'État des Chevaliers de Colomb. Conférence par M. Antonio PERRAULT, C.R., professeur à l'Université de Montréal.

Allocution du président d'honneur, S. Ém. le cardinal VILLENEUVE, O. M. I., archevêque de Québec.

JEUDI 22 JUILLET

10 h. — *La coopérative de crédit: les Caisses populaires*. — M. Eugène POIRIER, président de l'Office provincial du Prêt agricole.

3 h. — *Le crédit social*. — R. P. Gustave SAUVÉ, O. M. I., doyen de la faculté de Philosophie de l'Université d'Ottawa.

4 h. 30. — *Mutualité et assurances*. — M. A.-R. GAGNÉ, aviseur légal de «la Sauvegarde».

8 h. — Assemblée populaire sous les auspices des Syndicats catholiques. — Orateurs: M. Albini BLANCHARD, président des Syndicats catholiques de Saint-Hyacinthe; M. Philippe GIRARD, président des Syndicats catholiques de Montréal; M. l'abbé Aimé BOILEAU, curé de Lachine; M. Maximilien CARON, directeur de l'Action nationale.

VENDREDI 23 JUILLET

10 h. — *Les coopératives dans une économie corporative*. — M. Firmin LETOURNEAU, professeur à l'Institut agricole d'Oka.

3 h. — *L'éducation du sens coopératif*. — M. l'abbé Philibert GRONDIN, missionnaire agricole.

4 h. 30. — *La coopération et notre relèvement économique*. — M. Cyrille VAILLANCOURT, directeur-gérant de la Fédération des Caisses populaires Desjardins.

8 h. — *La coopération catholique*.

Allocution de M. André SAINT-PIERRE, président de la Ligue des Retraitants de Saint-Hyacinthe.

Conférence par le R. P. M.-A. LAMARCHE, O. P., directeur de la *Revue Dominicaine*.

Allocution du président d'honneur, S. Exc. Mgr DECELLES, évêque de Saint-Hyacinthe.

### Commission générale

S. Em. le cardinal Villeneuve, O. M. I., président d'honneur.  
R. P. Archambault, S. J., président (Montréal);  
Guy Vanier, secrétaire (Montréal);  
Abbé Léonidas Adam (Ham-Nord); Noël Bernier (Winnipeg); sénateur Charles Bourgeois (Les Trois-Rivières); Maximilien Caron (Montréal); Alfred Charpentier (Montréal); abbé Emile Cloutier (Les Trois-Rivières); S. Exc. Mgr Courchesne (Rimouski); Mgr Desranleau (Sorel); juge C.-E. Dorion (Québec); docteur Jules Dorion (Québec); J.-E.-A. Dubuc (Chicoutimi); abbé Cyrille Gagnon (Québec); R. P. Gaudreault, O. P. (Ottawa); Léon-Mercier Gouin (Montréal); Oscar Hamel (Québec); abbé Edmour Hébert (Montréal); Omer Héroux (Montréal); Mgr Eugène Lapointe (Chicoutimi); Mgr Lebon (Sainte-Anne-de-la-Pocatière); R. P. Gilles Marchand, O. M. I. (Montréal); Mgr Olivier Maurault, P. S. S. (Montréal); Esdras Minville (Montréal); Edouard Montpetit (Montréal); Mgr L.-A. Piquet (Québec); Léo Pelland (Québec); chanoine J.-A. Pellerin (Nicolet); Antonio Perrault (Montréal); abbé Philippe Perrier (Montréal); Chénier Picard (Sherbrooke); juge Thibaud Rinfret (Ottawa); Albert Rioux (Saxébec); S. Exc. Mgr Ross (Gaspé); Arthur Saint-Pierre (Montréal); Dr Albert Sormany (Edmundston).

### Ouvrages à lire sur la coopération

HUBERT-VALLEROUX. — *La Coopération*, 228 pages. Lecoffre.  
GIDE (Charles). — *La Coopération* (conférences de propagande), 388 pages. Recueil Sirey.  
GIDE (Charles). — *Les Sociétés coopératives de consommation*, 293 pages. Armand Colin.  
BROCARD (L.). — *La Coopération et le Mouvement coopératif*. Sirey.  
LAVERGE (B.). — *Les Régies coopératives*. Alcan.  
CORREARD. — *Les Sociétés coopératives de consommation en France et à l'étranger*, Lethielux, 301 pages.  
Collection « la Pratique sociale », Spes.  
N° 5: *Les Sociétés de secours mutuels*, 76 pages.  
N° 8: *La Coopération de crédit*, 49 pages.  
N° 9: *La Coopération de crédit agricole*, 92 pages.  
N° 12: *Les Coopératives ouvrières de production*, 66 pages.  
N° 13: *La Coopération de consommation*, 46 pages.  
WARBASSE (Dr James). — *Cooperative Democracy*. Harper and Brothers, New-York.  
FOWLER (Bertram B.). — *Consumer Cooperation in America*, 306 pages. Second Cooperative League, New-York.  
SCHMIEDELER (Rev. Edgør). — *Consumers' Co-operatives*, 32 p. National Catholic Welfare Conference, Washington.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro quelques notes sur la famille qui devraient paraître normalement dans celui-ci. Nous avons aussi décidé de suspendre durant les mois de vacances, alors que chôment les cercles d'étude, les plans qui leur étaient destinés. Il n'y en a donc pas dans ce numéro. Nous les reprendrons en septembre, en continuant l'analyse de l'encyclique « *Quadragesimo anno* ».

Enfin il nous a paru opportun de ne publier en juillet et août qu'un seul numéro par mois, mais double, contenant huit pages au lieu de quatre. Il sera numéroté en conséquence et paraîtra vers le 12 du mois.

## Petit manuel de restauration sociale

### 17. Qu'est-ce que l'agriculture spéculative?

L'agriculture *spéculative* est celle qui a pour but avant tout de faire de l'argent, d'exploiter le sol en vue d'amasser rapidement une fortune. On sait que presque tous les pays neufs — l'Amérique, l'Australie, l'Afrique du Nord et certaines régions de l'Asie — ont été en partie mis en valeur selon les méthodes de l'agriculture spéculative, exploitant les territoires à la seule fin de faire fructifier des capitaux. Pour s'enrichir rapidement, les spéculateurs — sociétés anonymes ou individus possédant des capitaux importants — sont naturellement amenés à faire la culture d'un même produit sur d'immenses étendues, afin de diminuer le coût de production, ce qui les met à même de jeter sur le marché des masses de produits qui font baisser les prix, qui ruinent et démoralisent l'agriculture familiale et forcent le petit cultivateur et sa famille à prendre le chemin des villes.

### 18. Pourriez-vous illustrer par un exemple les résultats de ce genre d'agriculture au point de vue social et économique?

Supposons qu'un capitaliste organise une ferme de 10.000 acres qu'il destine, par exemple, à la culture du blé. A raison du rendement de 20 boisseaux à l'acre, il pourra mettre en vente 200.000 boisseaux. Au point de vue social, les résultats sont les suivants: au lieu de cent propriétaires terriens, on n'en aura qu'un seul; quelques dizaines d'ouvriers y gagneront un salaire pendant quelques mois et le marché sera encombré d'une quantité notable de produits.

Divisez au contraire cette ferme de 10.000 acres en cent fermes de cent acres. Vous aurez alors cent *propriétaires*, qui cultiveront ces fermes pour y élever leur famille. Comme ils feront de la culture mixte, ils ne pourront guère emblaver que la moitié de leurs fermes et ils ne mettront sur le marché que 100.000 boisseaux de blé. Résultat: cent familles auront trouvé leur vie sur ces fermes. Ces cent familles consommeront plus de produits industriels — vêtements, instruments de toute sorte, matériaux variés, etc. — que l'unique premier propriétaire de 10.000 acres. L'industrie et le commerce y trouveront leur compte et les villes ne seront pas encombrées de ces cent familles qu'il leur faudrait nourrir par les allocations de chômage.

Il est donc évident que l'agriculture familiale, celle qui s'adonne à la culture mixte, permet à un plus grand nombre de cultivateurs de vivre de la terre sans encombrer le marché, au grand avantage de la prospérité générale.

### 19. Quels sont les principaux moyens d'assurer la prospérité de l'agriculture familiale?

Ce sont: l'association professionnelle, l'instruction agricole, le crédit agricole et le développement du mouvement coopératif.

(A suivre)

## Avis et renseignements

SECRÉTARIAT. — Le Secrétariat général est établi aux bureaux de l'École Sociale Populaire, 1961, rue Rachel Est, Montréal (tél. AMherst 1989). Un secrétariat local, dirigé par M. l'abbé Eucher Martel, est installé au n° 199, rue Girouard, Saint-Hyacinthe (tél. 852).

Durant la Semaine sociale, un bureau de renseignements sera ouvert dans le local même de la Semaine.

SALLE DE RÉUNIONS. — Tous les cours et conférences seront donnés dans la salle académique du Séminaire de Saint-Hyacinthe.

ADHÉSIONS ET SOUSCRIPTIONS. — L'entrée aux cours et conférences est gratuite. Ceux qui veulent aider l'œuvre sont invités à s'inscrire comme membres bienfaiteurs en versant la somme de \$10.00 ou plus. Ils recevront en retour le volume de la Semaine. Toute somme, d'ailleurs, quelle qu'elle soit, sera acceptée avec reconnaissance. Ces souscriptions sont nécessaires pour couvrir les frais de l'organisation et assurer la publication du volume. Les chèques doivent être faits au nom des Semaines sociales.

Les dames sont admises comme les hommes aux cours et conférences.

CÉRÉMONIES RELIGIEUSES. — Le public est cordialement invité aux cérémonies religieuses qui auront lieu à la cathédrale.

LOGEMENT ET REPAS. — Le Secrétariat se met à la disposition des auditeurs, pour leur indiquer un hôtel ou une maison de pension recommandable.

MESSE QUOTIDIENNE. — Une messe sera célébrée tous les jours, à 8 h., à la cathédrale.

### Le communisme à l'œuvre

## Karl et Baptiste

dans l'intimité

Sous ce titre, M. René Bergeron, conférencier de l'École Sociale Populaire, vient de publier une nouvelle brochure où il montre le communisme à l'œuvre en Russie d'abord, puis en d'autres pays, dont le Canada. Le R. P. Archambault, S. J., a bien voulu écrire pour cette étude la lettre-préface suivante:

Le 4 février 1937

CHER MONSIEUR BERGERON,

*J'ai lu avec intérêt la brochure que vous publiez sur le communisme. Destinée à faire luire la vérité qu'une propagande tenace tâche de voiler, elle atteint vraiment son but.*

*Vos affirmations et vos réfutations ne sont pas des paroles en l'air. Elles reposent sur un fondement solide. Vous les tirez presque toutes des sources soviétiques elles-mêmes ou d'écrivains dont la sympathie pour Moscou est bien connue.*

*Et tout en rétablissant les faits, vous indiquez le danger qui nous menace. Vous ne l'exagérez ni le minimisez. Vous vous efforcez de le montrer tel qu'il est, tel que le constituent les menées communistes de plus en plus actives au Canada et la résistance encore trop faible que leur opposent les hommes d'ordre.*

*Il se dégage de cet exposé — clair et vivant parce que vous avez adopté la forme dialoguée — de fort utiles leçons. Elles s'ajoutent à celles que vous donnez depuis quelques années, avec un zèle inlassable, dans vos conférences anticommunistes à travers la province.*

*C'est là, permettez-moi de vous le dire en toute sincérité, un des apostolats les plus opportuns et les plus pressants à l'heure actuelle. Vous l'avez entrepris spontanément, par conviction, par devoir, parce que vous aimez votre pays et l'Église, et que vous voulez les défendre contre le formidable assaut que leur livrent actuellement les forces de Moscou.*

*Je ne saurais trop vous féliciter, cher monsieur, de ce bon travail et vous souhaiter que le bon Dieu le rende de plus en plus fécond.*

*Veuillez me croire*

*vos bien dévoué,*

Joseph-Papin ARCHAMBAULT, S. J.

Cette brochure de 24 pages se vend 5 sous l'exemplaire, chez l'auteur, 4223a, rue Hochelaga, et à l'École Sociale Populaire, Montréal.